

don de lait maternel (2/2)

À la recherche de l'or blanc

Les réserves de lait maternel issu de dons et administré aux bébés prématurés sont en baisse constante. Les lactariums de France espèrent renforcer la communication autour du don de lait.

On ne le surnomme pas « l'or blanc » pour rien. Le lait maternel, précieux breuvage pour les qualités nutritives qu'il contient, fait l'objet en France de possibles dons à destination des bébés prématurés hospitalisés. Si les lactariums peuvent se répartir les stocks disponibles pour aider ceux qui sont le plus sous tension, certaines périodes ont été marquées par des pénuries nationales, comme en janvier 2022 ou plus récemment à la fin de l'année 2023.

« Il faudrait que tout le monde soit au courant »

Aujourd'hui, les stocks diminuent et les lactariums sont nombreux à lancer régulièrement des appels au don. À titre d'exemple, le CHRU de Tours a collecté 2.716 litres de lait l'an dernier contre 3.739 en 2022. Selon Jean-Charles Picaud, président de l'Association des lactariums de France (ADLF), cette tension est multifactorielle. La première raison est le manque d'informations à propos du don. « Il y a un problème de méconnaissance de la part des mères mais aussi de certains professionnels de santé », estime-t-il. « Il faudrait pourtant que tout le monde soit au courant. »

L'allaitement manque de suivi, remarque-t-il également, « or, plus vous avez de femmes qui allaitent, plus vous avez de chances d'avoir des donneuses ». Si l'allaitement résulte bien sûr d'un choix de la part de la mère, il est insuffisamment accompagné lorsqu'il est mis en place. « En France, nous avons un taux d'allaitement de 70 % dans les maternités, puis 35 % à deux



Le lait issu de la collecte de dons anonymes est pasteurisé avant d'être administré aux bébés prématurés, comme ici au lactarium de Tours. (Photo NR, Julien Pruvost)

mois de vie. Les pays nordiques, eux, tournent autour de 90 % en maternité et 60 % à 6 mois ! »

Si la durée de séjour, en baisse constante, n'aide pas (deux à trois jours après une naissance sans complications), l'absence de consultants en lactation se fait sentir. « Les moyens sont limités : pour un temps plein, vous pouvez avoir 20 % dédiés à la lactation, quand il faudrait au moins un mi-temps », calcule Jean-Charles Picaud.

Les collectrices volontaires, majoritairement des femmes, infirmières, sages-femmes ou aides-soignantes, sont moins nombreuses également. Au lactarium de Tours, qui centralise une centaine de donneuses réparties sur dix départements, il n'y a plus que trois collectrices disponibles. L'ADLF milite aussi pour un retour au travail le plus confortable possible pour les mères, avec des salles d'allaitement mises en place par les entreprises et des aménagements d'horaires possibles. Autre facteur mettant en danger l'allaitement : la durée du congé maternité qui, s'il s'améliore en France, est loin du modèle de la Suède par exemple, avec ses 480 jours entièrement rémunérés.

« Il existe enfin le problème de la garde en France, qui peut jouer sur la durée de l'allaitement », ajoute Jean-Charles Picaud.

« Une réappropriation de l'allaitement »

Pourtant, quand allaiter n'était plus la norme fut un temps, certaines mères souhaitent y revenir aujourd'hui. « On constate une réappropriation de l'allaitement », note le président de l'ADLF. « Le lait maternel, ça sauve des vies, c'est une réalité », ajoute-t-il, en prenant garde de ne pas culpabiliser les mères ne voulant ou ne pouvant pas allai-

graisses, des acides gras », liste Jean-Charles Picaud. L'ADLF planche actuellement sur le travail à mener auprès de Santé publique France, pour mieux « se faire entendre ». Comme en inscrivant par exemple les informations sur le don de lait dans le carnet de santé d'un nouveau-né. En interne, « on a aussi la perspective pour la fin de l'année de mettre au point une plateforme informatique pour aller plus vite, avec un numéro unique pour les donneuses, et aussi mieux évaluer les besoins de transfert d'un lactarium à l'autre ».

Alors que 50 à 55.000 litres environ sont collectés chaque année en France, les besoins sont estimés à environ 90.000 litres. « Le lait est donné en priorité aux bébés de moins d'1,5 kg. Depuis 2017, on peut élargir à 1,8 kg mais en cas de pénuries, on restreint. »

On estime qu'un bébé né à moins de 32 semaines aura besoin en moyenne d'une vingtaine de litres durant toute son hospitalisation. Des quantités qui ne peuvent pas être assurées par les mères lorsque la lactation n'a pas eu le temps de se mettre en place dans le cas d'une naissance prématurée.

Margaux Malinge

à savoir

La particularité des Outre-mer

Le lactarium de Marmande est le seul en France à produire du lait lyophilisé. Le lait maternel peut ainsi être transféré plus facilement vers les Outre-mer. Or ce lactarium va devoir fermer temporairement, durant plusieurs mois, afin d'être déménagé à Pessac. Une nouveauté qui pousse les Outre-mer à devoir gérer leurs stocks en attendant la reprise d'envoi de lait lyophilisé. Le lait congelé en flacons peut également être

envoyé vers les Outre-mer et continuera de l'être durant la suspension de la partie lyophilisation. Mais ce type d'envoi répond à une logistique plus complexe en raison du temps de transport en avion. La situation est particulièrement délicate à Mayotte, où les coupures d'électricité sont régulières, mettant ainsi en danger le lait congelé conservé sur place.

la bourse